

**LA JURISPRUDENCE INNOVANTE
DE
LA COUR INTERAMERICAINE
DES DROITS DE L'HOMME EN MATIERE DE DROIT
A REPARATION DES VICTIMES DE VIOLATIONS
DES DROITS DE L'HOMME***

KARINE BONNEAU

**I. LA CONCEPTUALISATION DU DROIT A REPARATION :
VERS UNE PROTECTION RENFORCEE DES INDIVIDUS**

A. La réparation, obligation générale et autonome de l'Etat

B. Un droit nécessairement générique

**C. La procédure devant la CourIADH, protectrice des individus et de
l'effectivité de la réparation**

1. Autorisation de la participation des représentants des victimes
2. Niveau de preuve requis moins formel
3. La définition extensive des bénéficiaires
4. Le contrôle renforcé par la CourIADH de l'exécution de ses arrêts

**II. DES MESURES DE REPARATION COMPLEMENTAIRES,
A PORTEE INDIVIDUELLE ET COLLECTIVE**

A. Le droit à restitution

B. Le droit à indemnisation

1. Le préjudice matériel
2. Le préjudice moral
3. La rupture du projet de vie
4. La répartition et le versement de l'indemnisation

C. Le droit à la réadaptation

KARINE BONNEAU

D. Les mesures de satisfaction à portée collective et individuelle

1. L'obligation de l'Etat d'enquêter sur les faits, d'identifier, juger et sanctionner les responsables
 - a. Le droit à la vérité
 - b. Le droit à la justice
2. Les autres mesures de satisfaction
 - a. Recherche des personnes disparues, identification et restitution des corps des victimes à leurs familles
 - b. Reconnaissance publique par l'Etat des faits et de sa responsabilité internationale
 - c. Publication et diffusion de l'arrêt de la Cour
 - d. Réhabilitation morale et symbolique des victimes
 - e. Elimination des antécédents pénaux des registres publics
 - f. Garanties sécuritaires au retour volontaire des personnes déplacées
 - g. Distribution de biens et prestation de services de base
 - h. Etablissement des titres collectifs sur les terres ancestrales

E. Les garanties de non-répétition

1. Le renforcement de la protection interne des droits de l'homme
2. L'incompétence des tribunaux militaires
3. La formation aux droits de l'homme
4. Adoption de mesures à caractère législatif, politique, administratif et économique

La définition du droit à réparation des victimes de violations des droits de l'homme par la Cour interaméricaine (CourIADH)* est certainement l'un des aspects les plus créateurs et dynamiques de sa jurisprudence relative à la Convention américaine des droits de l'homme de 1969 (CADH). La gravité des violations examinées par la Cour, qui s'inscrivent dans un contexte de violations massives et systématiques, y compris souvent de dictature militaire ; les expériences des pays d'Amérique latine en matière de lutte contre l'impunité et de politique de réparation ont largement influencé la définition riche et évolutive d'un droit à réparation intégrale.

Car cette construction juridique est aussi tout entière fondée autour du sujet de droit du droit interaméricain, à savoir l'être humain pris dans l'intégralité de sa nature et de ses besoins, sa vulnérabilité face à un Etat, alors souvent tout puissant. Ainsi par exemple, la répression spécifique de certains groupes particulièrement vulnérables tels que les peuples indigènes implique une réparation particulière non seulement des individus victimes mais de la communauté en tant que telle.

Le rôle actif finalement reconnu par la CourIADH elle-même aux représentants des victimes – en échos à leur demande au niveau national – a joué un rôle déterminant dans l'élaboration de ce droit. Les opinions de certains de ses juges ont pu aussi influencer et accélérer cette reconnaissance juridique unique. La CourIADH n'hésite pas non plus à interpréter le droit interaméricain à la lumière du droit international classique et coutumier, ou d'autres éléments de jurisprudences régionale ou universelle, pour renforcer et mieux justifier la protection garantie par la jurisprudence interaméricaine.

La jurisprudence de la Cour interaméricaine a ainsi directement participé à la consolidation du concept du droit à réparation en droit international, s'inspirant et influençant par exemple l'élaboration des principes fondamentaux et directives sur le droit à un recours et à réparation, ou du droit pénal international adoptés par l'ancienne Commission des droits de l'homme des Nations Unies.¹

* Les traductions réalisées dans la présente contribution sont celles de l'auteur.

Par commodité et pour ne pas alourdir les notes infrapaginales, les arrêts ne seront cités qu'une fois dans leur intégralité et seront ensuite uniquement mentionnés par le nom de l'affaire. Les références complètes sont reprises dans l'index de jurisprudence qui se trouve à la fin du présent ouvrage.

¹ Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire, 24 octobre 2005 (ou Principes de réparation), A/C.3/60/L.24. Voy. également sur les réparations dans le système interaméricain, notre étude (K.) BONNEAU, « le droit à réparation des victimes de violations des droits de l'homme : le rôle pionnier de la Cour interaméricaine ds droits de l'homme », *Revue droits fondamentaux*, 2007.

KARINE BONNEAU

Le premier arrêt en réparation de la Cour, en 1989 dans l'affaire *Velásquez Rodríguez*, pose déjà les fondations de ce droit et les germes de son évolution, très rapide et créative. La Cour définit des formes de réparation de plus en plus variées, à portée individuelle mais aussi de plus en plus collective et non pécuniaires, au centre desquelles s'inscrit le refus de toute impunité. La Cour détermine ainsi très précisément les dommages causés par l'absence de vérité et de justice, ouvrant droit à des formes de réparation très diverses. Si elle ne les nomme pas toujours ainsi, la Cour définit la réparation sous toutes ses formes : la restitution, l'indemnisation, la réadaptation ou réhabilitation, la satisfaction et les garanties de non renouvellement. C'est ce « particularisme interaméricain »² en matière de droit à réparation des victimes de violations flagrantes des droits de l'homme qu'il convient d'étudier.

I. LA CONCEPTUALISATION DU DROIT A REPARATION : VERS UNE PROTECTION RENFORCEE DES INDIVIDUS

Le droit à réparation des victimes de violation des droits de l'homme trouve d'abord sa source, selon la Cour, dans une double obligation de l'Etat (A). Celle-ci postule un concept de réparation nécessairement générique (B), dont l'appréhension dans son intégralité est renforcée par une procédure qui protège les positions des victimes et dont l'exécution est particulièrement suivie (C). L'élaboration de ce droit doit ainsi servir l'effectivité du droit à réparation des victimes et de la réparation elle-même.

A) La réparation, obligation générale et autonome de l'Etat

L'obligation de réparation correspond à une obligation générale de l'Etat qui résulte de l'engagement de sa responsabilité internationale. La Cour interaméricaine interprète l'article 1(1) de la Convention américaine des droits de l'homme (CADH), relatif à l'obligation des Etats de garantir le respect des droits de l'homme comme impliquant pour l'Etat « *le devoir juridique de prendre des mesures raisonnables en vue d'empêcher les violations des droits de l'homme et d'utiliser les moyens à sa disposition pour enquêter sérieusement sur les violations commises dans un environnement relevant de sa juridiction, afin d'identifier les responsables, d'imposer des sanctions appropriées et d'assurer une réparation adéquate pour la victime* ». Il s'agit ainsi de garantir l'effectivité des droits au terme d'une triple obligation de prévention des violations, répression de leurs auteurs et réparation due aux victimes³.

Or, insiste la Cour, cette obligation constitue la « pierre angulaire du système de protection internationale des droits de l'homme puisqu'elle implique l'engagement des Etats à limiter l'exercice de leur pouvoir, et même de leur

² Pour une analyse des traits du particularisme interaméricain, nous nous permettons de renvoyer la lecture à la contribution de (L.) HENNEBEL au présent ouvrage.

³ CourIADH, 29 juillet 1988, *Velásquez Rodríguez v. Honduras (fondo)*, Série C n°4, §§166, 174.